



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du 22 octobre 2009

Introduction au débat, par Jean Calvary

Chers amis, chers camarades,

Notre assemblée se tient après la manifestation exigeant une politique nationale de ré-industrialisation qui a rassemblé des salariés de nombreuses entreprises. Parmi elles, les Continental de Clairoix, les Molex de Montauban, les GoodYear d'Amiens et tant d'autres entreprises en lutte qui ont marqué l'actualité sociale de ces derniers mois.

Cette initiative, voulue et décidée démocratiquement, est déjà une réussite par son existence même.

La participation massive, l'ambiance fortement colorée et les mots d'ordre offensifs de cette manifestation, initiée par la CGT seule, a démontré que les rassemblements sur le plan interprofessionnel doivent toujours être à l'ordre du jour, car porteuses de mobilisations plus larges.

Cette manifestation vient ponctuer une semaine où a eu lieu également la grève à la SNCF qui a rassemblé plus de 30% de grévistes. Ce qui, dans les conditions de sa préparation et de sa conduite (pression managériale, résignation après le mouvement interpro avorté du début de l'année, désinformation et trucage des chiffres de la direction SNCF, ...) démontre là aussi que le monde du travail est loin d'avoir abdiqué et cherche à riposter en unissant ses forces !

Les difficultés et obstacles au développement de ce mouvement sont nombreux mais pas insurmontables. Pour ce qui nous concerne et tout en restant dans notre axe d'activité consistant à contribuer idéologiquement à la compréhension des enjeux et à la définition d'objectifs anticapitalistes, nous devons échanger ce soir sur la situation.

D'abord pour prendre toute notre part dans la bataille idéologique autour des raisons profondes de la crise et du non sens que véhiculent les idéologues du capital en annonçant la sortie de crise « imminente ».

La crise du capitalisme, inhérente au système et niée, pour cette raison, depuis plusieurs décennies, a éclaté au grand jour il y a un peu plus d'un an. C'était plus que prévisible après plus de 25 ans d'orgies spéculatives, encouragées par les politiques successives d'austérité salariale qui ont produit un transfert de 10% des revenus du travail vers ceux du capital dans la répartition des richesses créées. Cela représente plus de 170 milliards d'euros par an.

Baisse des salaires, casse de l'outil industriel, chantage à l'emploi par la multiplication des plans de licenciements, baisse du salaire socialisé (exonérations des « charges patronales »), allongement de la durée de cotisation retraite, décotes, déremboursements, forfait hospitalier en hausse permanente, baisse des prestations sociales (pensions et indemnités), etc..., tout cela a participé à ce transfert à l'échelle du pays, du continent et de la planète toute entière. Le libre échange et la liberté de circulation des capitaux, présentés comme indépassables et promus dans l'union européenne, ont été les outils du capital pour parvenir à ses fins. La mondialisation et la multiplication des échanges commerciaux, présentés comme porteur de prospérité future ont conduit à une confiscation du pouvoir des peuples sur l'économie. Tout cela avec la complicité active des élus de tous bords. Oser parler de nation et de mesures protectionnistes contre le dumping social et

vous êtes immédiatement taxé de nationaliste, d'archaïque voulant emprisonner les individus dans des frontières infranchissables. La mode (la pensée unique) a touché même ceux qu'on aurait pu croire imperméables à ces manipulations sur de fausses bonnes intentions comme la liberté d'aller travailler où on veut.

Comme si l'aliénation du travail au capital nous laissait le moindre espace pour décider du contenu du travail, de sa rémunération, de ces conditions et de la liberté d'aller où on veut, quand on veut. Le piège idéologique du capital s'est refermé et il faudra, pour en sortir, d'autres ambitions que celles d'exiger des normes sociales au niveau des 27 pays et de la planète entière, constitutif de la fable de « l'Europe sociale » dans le cadre capitaliste. Qui ose encore parler de coopérations mutuellement avantageuses à part les gouvernements représentant les peuples de l'ALBA en Amérique latine ?

L'effet pervers le plus visible du transfert de richesses, voulu par ces politiques coordonnées, a été l'obligation faite aux ménages de recourir aux crédits pour continuer à consommer ou plutôt simplement subvenir à leurs besoins. Et c'est en spéculant sur les sommes prêtées pour accéder à un toit aux USA, en Grande Bretagne ou encore en Espagne que la bulle financière, désormais plus importante en montant que le total des richesses créées annuellement, a éclaté et que les états, interdits jusqu'ici d'intervenir dans la gestion des entreprises, ont été appelés à renflouer les poches des actionnaires en puisant dans les finances publiques.

Pour venir en aide aux capitalistes, là, il n'était plus question de respecter les critères de Maastricht et les caisses vides de l'Etat se sont soudain trouvées disponibles pour sauver le système.

Un an plus tard, voilà les pyromanes sont à nouveau en situation de nuire. Pire, les capitalistes, cyniques par nature, ont flairé l'aubaine : se servir de leur méfait pour pousser plus encore la restructuration de l'industrie mondiale. C'est là la raison des épisodes Continental, Molex, ALCATEL, Arcelor Mittal, et tant d'autres qui avaient pourtant des carnets de commande pleins pour plusieurs années.

Profiter de la crise pour délocaliser et confisquer les brevets, voilà ce qui est à l'œuvre actuellement. C'est un Hold-up sur ce qu'il reste de notre industrie !

Je vous renvoie à lecture du document que nous avons édité au printemps intitulé :

« **La crise : L'insoutenable coût du Capital sur le Travail, l'économie et la société** », disponible sur notre site, qui reste sous-utilisé par les adhérents de notre association dans leur activité quotidienne.

La réalité de l'aggravation de l'exploitation capitaliste ne peut plus être niée et il y a un lien de cause à effet avec la montée de la souffrance au travail. Les travailleurs qui se donnent la mort sur le lieu de travail, et tous ceux qui le font chez eux dont on n'a pas connaissance sont des victimes dramatiques de l'exploitation du Capital.

Pour faire reculer la pression de ce système inhumain, pour véritablement sortir de la crise, il faut se fixer des objectifs ambitieux et s'attaquer aux causes de celle-ci. Il en va ainsi de la question déjà évoquée du libre échange et de la liberté de circulation des capitaux. Continuons à développer notre argumentation qui aboutit naturellement à l'exigence de sortie de l'UE et de l'euro ! Se libérer de ce carcan est une nécessité. Aucune autre hypothèse ne peut être sérieusement envisagée. L'exemple des Irlandais qui ont dû voter à nouveau sous pression est éclairant. Les mécanismes institutionnels et économiques de l'UE semblent insurmontables. Ils ont été conçus pour cela. On peut retarder les projets mais l'outil du capital, qu'est l'intégration européenne, a les moyens de contourner les obstacles et parvenir à ses fins. La souveraineté des peuples n'est acceptée que si elle se soumet au diktat de l'intégration européenne. Lassés et soumis au chantage des subventions, dans un contexte de faillite de l'Etat, les irlandais se sont finalement résignés à voter OUI. L'espoir né dans toute l'Europe, lors de la consultation de juin 2008 peut s'en trouver amoindri. Mais pouvait-on admettre de déléguer son pouvoir à ce grand peuple par l'esprit mais limité en nombre par rapport à l'ensemble du continent ? En France, les serviteurs du capital, Sarkozy en tête, ont utilisé les

institutions, qui leur permettaient formellement de dessaisir le peuple, pour lui imposer contre sa volonté la poursuite de la désintégration de la société française. Rappelons aussi la complicité des parlementaires du PS qui par leur abstention bienveillante lors de la réforme constitutionnelle validant le traité simplifié, ont privé le peuple français d'un autre référendum.

Mais le fond politique reste : le mandat donné en 2007 au Président de la République et aux parlementaires ne pouvait aller au-delà de l'expression directe lors du référendum de mai 2005. Il s'agit d'une forfaiture, acte grave qui n'a d'égale que la « haute trahison » !

Il n'y a pas à chercher plus loin les raisons de l'abstention massive (+ de 60%) lors des élections européennes. Rappelons notre position de l'époque de refus de vote militant publiquement assumé.

Je vous invite à relire ce que nous déclarions fin mai/début juin. Cette abstention est quasi-générale dans les 27 pays de l'UE. Il y a là matière à rester optimistes d'autant que des contacts sur le plan international sont possibles et ont été évoqués lors d'un bureau de notre association.

Mais nous avons aussi un rôle propre à jouer dans notre pays. Pour en revenir à la « crise », nous avons montré comment les piliers du « modèle social français » (salaire socialisé et secteur public nationalisé) ont permis de mieux absorber les conséquences directes de l'explosion financière, de par l'existence d'un système de protection sociale et de services publics, exclus du champ de la spéculation directe. Ce fait majeur est manifestement sous estimé y compris par celles et ceux qui militent pour leur défense. Alors que Patronat et gouvernement font de sa démolition un principe pour faire disparaître l'exemple, nous avons probablement une solution sous les yeux à condition de lui donner toute sa dimension politique dans l'affrontement capital/travail.

C'est ainsi qu'il serait judicieux de prendre le dossier de « la Poste ». Le mouvement autour de la défense de ce service public est contradictoire. D'un côté, ceux qui ont initié le processus à l'œuvre ont pu parader lors de la votation sans l'esquisse de la moindre autocritique. De l'autre, la participation importante démontre que notre peuple n'a pas abdiqué depuis son NON en mai 2005 et exploite toutes les opportunités pour s'exprimer à nouveau. Il est clair que le mot d'ordre de « refus de la privatisation » doit s'accompagner de l'exigence de rejet pur et simple de la directive postale européenne pour être vraiment efficace, pour contribuer à une véritable remise en cause des prétentions du Capital. La Poste doit recouvrer le monopole de l'ensemble de ses activités sur le territoire national. Et cela nous renvoie au débat évoqué plus haut sur le combat contre les institutions européennes. Exiger au grand jour du gouvernement français qu'il renonce à ses engagements européens est non seulement de nature à participer à un rassemblement large, c'est aussi le moyen de provoquer la discorde entre des gouvernements exclusivement au service du capital et de son bras armé, l'Union Européenne.

Le résumé de cette introduction réside dans notre dernier tract que nous avons distribué, à trop peu, lors de la manifestation de ce jour. Il est à disposition ce soir. Il nous faut prendre des initiatives pour le diffuser le plus largement possible en fonction de nos capacités. Ne nous cachons pas les difficultés d'organisation, de moyens matériels disponibles et d'investissement collectifs qui se sont manifestés ces derniers jours. La perspective possible mais pas inéluctable, combattue avec vigueur et détermination par nos camarades des 1^{er}/2^{ème}, de se voir priver du lieu d'accueil que constitue le 62 rue Montmartre, pourrait davantage compliquer notre activité. Ce combat là aussi doit être de la responsabilité de l'ensemble de nos adhérents.

Lors de nos derniers bureaux, au-delà de l'organisation de l'assemblée de ce soir, qui prolonge les réunions décentralisées qui se sont tenues dans le 1^{er}/2^{ème}, chez les cheminots d'Austerlitz ou encore de Montparnasse, il a été décidé d'organiser un nouveau débat public, dans la suite de nos 3 précédents, portant sur les méfaits du libre échange et la supériorité du secteur public et nationalisé pour combattre les prétentions du Capital et les ravages que sa crise provoque. Nous voulons aussi parler des conditions politiques à créer pour que le monde du travail puisse s'exprimer en tant que tel sur le plan politique. La proposition de débat présentée sur le forum par notre camarade E. Dayan,

toujours aussi pertinent, nous invite à explorer et proposer au grand jour une nouvelle organisation des nécessaires débats et prises de décisions par les travailleurs eux-mêmes. Il nous faut en discuter.

D'autres organisations nous ont sollicités pour une initiative commune pour combattre les tentatives de criminalisation du communisme. Celle-ci se tiendra le samedi 7 novembre 2009 à 15 heures devant la station de métro Stalingrad avec le mot d'ordre « fêtons l'anniversaire de la Révolution d'Octobre ». Si nous avons considéré que notre priorité du moment, compte tenu de nos forces, ne nous permettait pas d'être co-organisateurs, nous avons tenu à vous signaler ce rassemblement initié par une des orgas avec qui nous avons signé en juin une déclaration commune sur les élections européennes. C'est là une raison pour ne pas ignorer par dédain ce que d'autres cherchent à développer.

Un dernier mot sur la nécessaire mobilisation contre la répression qui s'abat contre tous ceux qui luttent et qui s'opposent aux prétentions du gouvernement et du patronat, aux ordres du capital. L'histoire le démontre : lorsque les tentatives d'intégration idéologique aux objectifs du capital s'avèrent infructueuses, le masque tombe et la volonté d'écraser toute résistance se déchaîne. C'est le sens que prend la condamnation à de la prison avec sursis de 6 camarades sur les 600 manifestants des Contis lors de l'épisode médiatisé de la préfecture de Compiègne. Plus proche de nous, s'est tenu ce matin un conseil de discipline traduisant Cédric Liechti, secrétaire général du syndicat CGT Energie Paris, un des intervenants à notre débat du 31/01/09 sur les services publics, qui est menacé de révocation pour avoir animé la lutte exemplaire des énergéticiens pendant 10 semaines entre avril et juin exigeant une augmentation générale de 10% des salaires et le retour dans la maison mère des activités externalisées. La fraîcheur de son intervention lors de notre débat nous avait marqué. Mais soyons aussi conscients que nos échanges ont influencé, toute proportion gardée, la définition de ces revendications ambitieuses dans leur lutte. Aujourd'hui, il est, parmi 240 autres en France, la cible des revanchards. Pour nous, cela doit être un devoir d'être présents et solidaires de cette jeunesse qui se révolte et qui porte des exigences de haut niveau.

Nous sommes, en quelque sorte, un peu « responsables » en s'étant montré utiles, par nos réflexions et propositions à l'action revendicative immédiate.

Nous avons donc définitivement raison de persévérer à prolonger, dans le cadre de l'association « Rouges Vifs Ile de France », les conditions de rencontres, de débats, d'échanges et de diffusion de nos idées collectivement élaborées au travers de tracts et de débats publics.

Il nous arrive à tous de douter de l'efficacité de notre engagement dans l'association, de son utilité face aux ravages quotidiens du Capitalisme, considérant parfois que nous ne proposons pas suffisamment de riposte concrète face à l'avalanche de mauvais coups.

Dans cette situation, nous avons fait le choix de ne pas faire de raccourcis idéologiques et de ne pas céder à la pression de l'urgence. Une urgence qui pourrait nous conduire à en rabattre sur nos réflexions idéologiques. Ce qui serait au final un abandon. Précisément, ce qui a fait, que beaucoup d'entre nous ont décidé un jour de s'organiser en toute indépendance pour perpétuer les conditions d'une réflexion contribuant à un point de vue communiste sur la situation du moment.

Cet état d'esprit, il nous faut désormais le transmettre aux nouvelles générations de travailleurs qui militent désormais sans l'expérience de parti que la plupart d'entre nous ont vécu. Nous n'avons pas constitué l'association pour se rassurer entre nous que nous avons raison. S'il y a urgence, c'est dans notre capacité à être disponible et ouvert à de nouvelles générations de salariés qui cherchent des moyens politiques efficaces et utiles dans leur combat quotidien.

C'est indispensable pour la survie de notre association, c'est surtout motivant d'envisager notre avenir sous cet angle.

Sur toutes ces questions, nous avons besoin ce soir de débattre et d'échanger, alors sans plus attendre, à vous la parole !